«j'ai vécu quatre guerres : celle des Serbes, celle de l'OTAN, celle des Albanais, celle des Macédoniens»

Au lendemain de l'entrée des forces de l'OTAN au Kosovo, des Albanais s'en sont pris indistinctement à ceux qui pouvaient être identifiés comme complices des Serbes, en premier lieu les Rroms, dont une partie avait remplacé les Albanais lors des purges dans l'administration et les entreprises, organisées par Belgrade dès le début des années 90. Il aura également suffi de quelques déclarations largement médiatisées d'une poignée de leaders rroms pro-serbes – la majorité des Rroms non inféodés à Milosevic étant réduite au silence et une partie poussée dès les années 90 à l'exil – pour que l'extension, trop classique, d'une suspicion légitime envers quelques individus à l'ensemble d'un «groupe» renforce et radicalise un racisme dévastateur : sous l'œil passif de la KFOR (la force militaire internationale), dès juillet 1999, les agressions se multiplient, et ce sont des quartiers entiers qui brûlent. Une représentante de l'UNMIK (Mission intérimaire des Nations unies au Kosovo), interrogée sur cette passivité, explique : les personnes qui ont commis ces exactions étaient des war heroes, intouchables. En 2000, l'Union rromani internationale a estimé que 80% des maisons de Rroms avaient été détruites, par les bombardements et les exactions, tant serbes qu'albanaises. Au final, c'est plus de 50.000 Rroms qui se retrouvent «déplacés», surtout en Serbie-Monténégro et Macédoine – pour certains, en UE. En 2003, les Rroms représentent moins de 1% de la population du Kosovo, contre 4% avant 1999. Deux-tiers des Ashkalis (soit 40.000 personnes) ont dû quitter le Kosovo en 1999. Une des personnes rencontrées à Medzitlija s'interroge : «si je suis coupable, qu'on me juge, mais pourquoi diable mes enfants sont-ils contraints à vivre cet exil ?»

De chaque côté de ce «camp de réfugié-e-s», des policiers… Au poste-frontière, on n'en a certainement jamais vu autant (il n'y a guère de passage ici). Quelques mètres en amont, des fonctionnaires contrôlent les départs sur la petite route menant à Bitola, principale ville du sud de la Macédoine, à une vingtaine de kilomètres du camp : pas plus d'une dizaine de personnes par jour ne peut s'y rendre (en taxi) pour les «courses», la liste des bénéficiaires d'une telle permission de sortie devant être déposée la veille auprès des forces de l'ordre. Les départs vers Medzitlija, village distant de deux kilomètres, sont eux aussi soumis à l'approbation des policiers alors que c'est là même que se situe la fontaine d'eau potable la plus proche. Les forces de l'ordre veillent également à ce qu'aucune photo du «camp» ne soit prise…

La pression est constante.

Exemple : à Gjilane, municipalité d'environ 130.000 personnes du sud-est du Kosovo, considérée comme une de celles où les tensions «inter-ethniques» sont les moins vives, il reste 350 Rroms, soit 24 familles (0,4% de la population, pour environ 400 familles avant la guerre, soit 3%). Le principal quartier rrom a été entièrement détruit par des Albanais. Depuis 1999, seules six maisons y ont été reconstruites, dix familles sont «revenues» – dans le même temps… douze en sont parties (hors Kosovo). La malnutrition endémique, qui semble toucher plus particulièrement les Rroms, y est probablement pour quelque chose, de même que l'absence d'aide sociale conséquente. La question du retour des réfugiés rroms semble la préoccupation majeure du porte-parole de la communauté. Pour lui, seule une politique d'«accueil» groupé (une vingtaine de familles à la fois) serait viable, tant que les retours s'effectuent au goutte à goutte, l'isolement entretient cette peur des représailles : c'est simple, les Rroms ne sortent pas de leurs maisons, alors même que Serbes et Albanais recommencent à fréquenter le même marché, les mêmes bars, etc. Une famille de réfugiés, à qui une maison avait été attribuée dans un voisinage très majoritairement albanais, a préféré la revendre, après quelques semaines de vie de terreur, et donc, de réclusion, et repartir en Serbie. Autant de grains à moudre alimentant le ressentiment antirom tant chez les habitants que chez les internationaux.

et finalement…

Fin juillet, devant l'intransigeance des pays européens et l'évolution critique des conditions de vie à Medzitlija, les réfugié-e-s ont accepté de négocier, sous l'égide de l'OSCE, avec le HCR, le gouvernement macédonien, des ong rroms et non rroms, des conditions pour un «retour» en Macédoine. À nouveau, le HCR a bloqué les discussions, refusant d'entendre leurs revendications : un regroupement collectif avec assurance d'un soutien économique et humanitaire «conséquent». Au terme d'un bras de fer de deux semaines, 125 personnes furent relogées en centre collectif à Katlanovo, 296 dans un centre temporaire de transit à Kumanovo, 258 en maisons individuelles dans la région de Skopje. Le 9 août, les dernières familles quittaient Medzitlija.

Si les réfugié-e-s ont «échoué», victimes parmi tant d'autres de l'hypocrisie de la communauté internationale et de leurs sbires humanitaires, à Medzitlija ils et elles ont redémontré la violence des politiques de restriction et de contrôle des migrations, exacerbée par un racisme aux préjugés solidement ancrés dans les mentalités (ici, un antiromisme tenace qui, lui, ne connaît guère de frontières).

« quartier rrom » d'Europe (40.000 habitants dont 80 % de Rroms), en périphérie de Skopje (capitale de la Macédoine, pays indépendant depuis 1991 qui porte encore aujourd'hui, pour des raisons géopolitiques gréco-balkaniques, l'étrange nom de FYROM, Former Yougoslav Republic of Makedonia).

À Suto Orizori, la situation se dégrade. Début 2003, l'UNHCR commence à faire pression sur les familles pour qu'elles acceptent des relogements en « appartements » : la proposition est refusée, trop de Rroms savent que ces « appartements » sont des baraquements invivables, veulent rester en groupes, de peur des pressions policières récurrentes et demandent que le HCR, plutôt que d'évacuer ainsi la question, améliore leurs conditions de vie. L'organisation décide de couper toute aide et ferme la camp le 30 avril : après plusieurs vaines manifestations dans la capitale, plusieurs centaines des habitant-e-s du camp décident de se rendre à la frontière pour demander collectivement l'asile politique en Union européenne. Ils et elles seront bloqué-e-s à trente mètres de cette « Europe-forteresse », les quelques tentatives pour s'en approcher un peu plus ont été repoussées à coups de matraques et de gaz lacrymogènes (à chaque fois, plusieurs personnes, dont des enfants en bas âge, auront dû être hospitalisées). Contrairement à ce que les médias et les institutions politiques ont, bien sûr ?, affirmé, ce ne furent d'ailleurs jamais des coups de force pour passer la frontière, les réfugié-e-s revendiquant une entrée « par la grande porte », après visibilisation, négociations et acceptation d'accueil de la Grèce, ou d'un autre pays. Pour les 679 de Medzitlija, le pari d'une médiatisation à l'échelle de l'image « spectaculaire » de la situation (« sept-cent réfugié-e-s à la porte de l'Europe ») se révéla moins efficace que souhaité. Le refus fut évidemment sans appel, dès mi-juin, après une réunion « de crise » convoquée par le Conseil de l'Europe. Ce qui, dans le contexte de restriction systématique de l'immigration, ne surprendra personne.



La ville de Mitrovica reste coupée en deux par la rivière Ibar : au Sud, la partie « albanaise », au Nord, la partie « serbe ». Les militaires de la KFOR contrôlant le check-point sur le pont franchissant la rivière ne sont pas débordés par l'afflux de candidats au passage : il n'y en a, pour ainsi dire, pas, hormis les « internationaux » (administration, ong, etc.). En 2002 encore, de telles transgressions – le passage du pont – étaient réglées par des snipers postés de part et d'autre. Depuis peu, une « zone de confiance », une centaine de mètres au sud du pont, a été courageusement installée par les autorités – combien de Serbes y sont venu-e-s ? Seule une vingtaine de Serbes habite au Sud, retranchée dans l'église serbe orthodoxe, et sous haute protection, 24 heures sur 24, de la KFOR.

Il faut rappeler que Mitrovica-Nord est dans la principale enclave à majorité serbe, limitrophe de la Serbie, d'où une particulière crispation depuis 1999. Même l'OSCE, qui a établi l'ensemble des « profils municipaux » du Kosovo en 2002-2003, recensant entre autres la composition « ethnique » de la population, n'est pas parvenue à déterminer (ou n'a pas rendu public ?) le nombre de Serbes et d'Albanais du Kosovo présents à Mitrovica en 2002. Cette situation explosive a peut-être prévalu au choix d'y installer un commandement militaire français – serait-ce en vertu d'une longue tradition d'amitié entre Paris et Belgrade, jamais démentie, pas même au plus fort des crises bosniaques et kosovares ? On peut ainsi interroger la pertinence de la gestion politique, à long terme, de cette tension incessante.

Les 6000 Rroms résidant avant 1999 dans la partie sud de la ville ont été « déplacés ». Le quartier principal, « Rroma Mahala » (3000 habitants), plutôt aisé, a été entièrement détruit par les flammes, en juillet 1999. Il reste aujourd'hui environ 500 Rroms à Mitrovica – soit 0,48 % de la population contre 4,63 % avant 1999 –, tous dans la partie Nord, la plupart vivant dans la précarité la plus extrême.

Quoi qu'il en soit, les Rroms, malgré les nombreuses déclarations à l'emporte-pièce des institutions internationales présentes au Kosovo, restent marginalisés. Par exemple, trois langues sont utilisées dans les documents officiels : l'Albanais, le Serbe et le Turc. Quand donc y aura-t-il une version en rromani, d'autant que le Kosovo est un des rares pays où la quasi-totalité des Rroms parlent le rromani comme première langue ?

Clairement, l'effort de « reconstruction d'une société multi-ethnique » au Kosovo (multiplication de la communication envers les « minorités » dans un Kosovo albanais à 80%) se fait en direction des Serbes, plus en capacité de s'opposer à l'administration coloniale, soutenus politiquement, économiquement, par un État, fût-il affaibli comme la Serbie. Comment les Serbes pourraient-ils être perçus autrement que comme l'ennemi intérieur, alors même que, par exemple, certains, employés par l'UNMIK ou une administration publique, continuent de percevoir un deuxième salaire de Belgrade, et qu'un sentiment d'injustice sociale afférant vient alimenter un ressentiment voire une haine « du Serbe »… La différence de traitement entre Serbes et Rroms de la part des administrations fut notamment visible, dans toute sa violence, lors d'une réunion à destination des minorités (Gjilane, juillet 2003) sur les « standards » (sic) en matière de régulation des rapports interethniques : la tribune (UNMIK, OSCE – Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe –, US Office, police) ne tarissait pas de condescendante diplomatie, à la langue de bois bien rodée (« We are doing our best but we cannot do anything without your help ») pour répondre aux attaques en règle, et quelque peu provocatrices, de la part des « Serbes », visiblement bien préparés à une telle confrontation. En revanche, dès lors qu'il s'est agi de répondre au timide porte-parole rrom, une vague d'irritation a parcouru la tribune qui, après lui avoir répondu de manière brutale, laconique et méprisante (« we make more efforts for the return of the Roma than for other communities »), s'est brusquement désaisie de son rôle de « médiateur » pour laisser aux Serbes le soin de régler leur compte avec les Rroms.

Concernant les minorités, il faudrait également s'interroger sur la place et le rôle de la minorité turque (communauté installée depuis l'époque de la domination ottomane), soutenue elle aussi par un État puissant, et qui semble à l'occasion jouer les médiateurs. À titre d'exemple, le président du bureau des minorités à Gjilane, turc, parvient à travailler avec toutes les autres minorités : les Serbes mais aussi, la chose est suffisamment rare pour être soulignée, avec les Rroms… en rromani (!).

La politique mise en œuvre par l'UNMIK en matière de minorités n'est pas sans danger : la mise en place de quotas sur base ethnique et la pratique de l'affirmative action (discrimination positive, au point que des Albanais se sont fait passer pour des Turcs pour en jouir) pour le recrutement dans les administrations ne risquent-elles pas de fossiliser les rapports sociaux, en les ethnicisant ? Sans compter que l'ignorance collective en matière de minorités, entretenue par des années de populisme ti-

Suite aux bombardements de l'OTAN et à la signature du cessez-le-feu, en juin 1999, le Kosovo, tout en restant officiellement partie de la République fédérale de Yougoslavie (jusqu'au référendum sur l'indépendance renvoyé à une date hypothétique) est devenu protectorat onusien (résolution 1244). Le simple mot est de sinistre mémoire (cf. le sort fait par la france au Maroc et à la Tunisie, etc.). Pour qui se rend au Kosovo, les signes du processus de colonisation ne manquent pas : l'appropriation de l'espace public par les puissances impérialistes – UNMIK, UE, différents États – est systématique, et se matérialise par l'estampillage du moindre bien d'équipement. Tous les douze mètres, des panneaux publicitaires rappellent, en anglais, parfois en albanais et plus rarement en serbe, que « l'UE reconstruit vos maisons, vos routes », que telle poubelle a été grâcieusement « installée par l'UNMIK » et qu'elle vous prie de respecter la propreté des lieux, que tel bus circule grâce à la générosité de tel pays, un autocollant sur chaque ordinateur de bureau de poste mentionne l'État bienfaiteur, flots incessants de 4x4 blancs, rutilants, stigmatisant la richesse des internationaux, visiblement bien peu enclins à se mélanger aux Kosovars, etc. Début juillet 2003, des affiches géantes célèbrent l'Independance day sur fond de drapeau américain. Sans cesse, les Kosovars sont sommés de remercier les gentils donnateurs de leur apporter, en plus de la paix, la « civilisation ». D'un côté, cela semble avoir porté quelques fruits, le Kosovo est un des rares pays où des manifestations ont eu lieu en soutien à l'intervention américaine en Irak ; d'un autre côté, cette société humanitaire commence à provoquer une irritation certaine : « we don't need help, we need work », nous a-t-on dit. Lorsque l'on sait que les États-Unis ont installé au Kosovo leur plus grande base militaire hors-USA, on y voit un peu plus clair dans ce déballage de démocratie.

À l'heure où Belgrade est réhabilitée sur la scène internationale, le Kosovo a bien du mal à faire le poids : même lorsque l'indépendance sera proclamée, comme elle le sera très certainement, ce petit pays n'aura été qu'un instrument vite oublié. Le retour, en août 2003, du Groupe de Contact (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie et Russie), qui avait joué un rôle de premier plan en 1998-99 et qui depuis s'était « éclipsé », semble confirmer que le Kosovo n'est pas tellement maître de son destin. Et puis quelle place un Kosovo musulman (à l'instar de la Bosnie et de l'Albanie) peut-il espérer dans une Europe farouchement chrétienne ?

tiste puis par les idéologies nationalistes s'évertuant à fragmenter à l'extrême les populations, complexifie à souhait la question.

Les Rroms attirent certes une bienveillance de la part de quelques institutions (OSCE, Soros), certainement plus liée à une romantique sympathie qu'à un réel souci de lutte contre les discriminations, mais restent maintenus dans un coin poussiéreux de la scène géopolitique. (Sans compter que les sommes en jeu entre les financeurs internationaux, les politiciens locaux et bon nombre d'ong, alimentent, dans les Balkans, un système de corruption visiblement bien rodé – il n'est pas rare que l'argent débloqué et alloué à tel ou tel projet n'arrive pas à bon port, personne sur place n'en voyant la couleur.)



vue partielle du principal quartier rrom de Mitrovica, en 2003.

Particulièrement, le HCR (dont la politique de (non) transparence laisse songeur-se : que ne faut-il pas faire pour obtenir un rendez-vous ou même, la moindre information, le moindre document, sur place) s'évertue à ne faire aucun travail « spécifique » envers les Rroms, ne considérant officiellement l'ensemble des réfugié-e-s que comme un même et unique groupe – cette stratégie contribue, bien sûr, à l'invisibilisation des discriminations, elles bien spécifiques, dont est victime chaque minorité –, alors que c'est de ce côté-là qu'il faudrait travailler, pour envisager à long terme un autre modèle social que cet apartheid qui prévaut toujours, par exemple, à Mitrovica – depuis la guerre, combien d'Albanais, d'un côté, de Serbes, Rroms, Ashkalis, etc., de l'autre, ont-ils franchi la rivière qui sert toujours de frontière stricte entre les communautés ?

La France peut se vanter d'avoir signé des accords avec la Roumanie en 2002, visant essentiellement les Rroms de Roumanie et leurs retours-rapatriements-déportations « volontaires » : des enquêtes ont d'ores et déjà montré l'extrême précarité (sociale, économique, et même en terme de sécurité physique) dans lesquelles ces rapatriés doivent vivre en Roumanie, question rapidement éludée par M. Nicolas Sarkozy : « je ne suis pas le ministre de l'Intérieur de Roumanie ». Cf. Médecins du Monde & FIDH, Que deviennent les Roms de retour en Roumanie ?, rapport, 2003, <www.fidh.org/europ/rapport/2003/rom0107f.pdf>

En Allemagne, le retour « volontaire » de tous les Rroms du Kosovo devrait commencer dès 2004.

Sur la politique européenne d'accueil des Rroms, voir l'excellent développement, quoiqu'un peu daté vu l'extrême rapidité de l'évolution des politiques internationales en la matière, de Mit'a Castle-Kanerova, « Roma refugees : the UE dimension », in Will Guy (ed.), Between Past and Future. The Roma of Central and Eastern Europe, University of Hertfordshire Press, 2001

Pourtant, à Medzitlija, bien plus que l'asile, et malgré une image idyllique, entretenue par certaines organisations politiques, d'un « accueil » en Europe occidentale (obtention rapide d'un titre de séjour, d'un travail, d'un logement…, ce qui n'a été vrai, dès 1999, que pour quelques familles, au « cas par cas »), on ne souhaite que de vivre à nouveau au Kosovo… dès que la situation le permettra.

politique du retour : contraintes et mensonges

C'est la crédibilité de la communauté internationale qui est en jeu autour de cette épineuse question du retour des réfugiés : rapide, il serait la preuve de la victoire éclatante de la démocratie onusienne contre la prétendue barbarie atavique locale, quand l'octroi d'un quelconque statut, hors Balkans, à 679 personnes, serait un véritable aveu d'échec.

Quelques Rroms sont déjà revenus, lorsqu'il leur était possible de fournir à l'UNMIK des titres de propriété (qui, miraculeusement, n'auraient pas été détruits par les incendies ou le chaos d'un départ précipité) ou dix attestations de voisins (qui, justement, auraient été retrouvés en un coup de baguette magique) ; lorsque l'Union européenne, en charge de la plupart des programmes de reconstruction aura daigné s'intéresser au sort de quelques familles rrom ou lorsqu'ils et elles auront été pris-e-s en charge par un programme de retours dits volontaires de l'IOM (Organisation internationale pour les Migrations, campagne en cours contre cette néfaste institution : <www.noborder.org/iom>).

La peur des représailles, l'absence de garantie de sécurité (les assassinats d'août 2003 auront dispersé les derniers doutes) et le désastre économique (70 % de chômeurs, 90 % pour les Rroms) suffisent à décourager les candidat-e-s au retour – même certaines autorités, du bout des lèvres, admettent que l'époque n'est pas encore à la paix sociale. Un membre éminent de la communauté rrom au Kosovo, écrivain-journaliste de Prizren, continue à vivre quotidiennement dans la peur, alors même que cette ville est considérée comme une des plus « calmes » du pays. Autre exemple : en octobre 2003, Dzavit Berisha, membre de l'Association des Égyptiens du Kosovo, présent à Medzitlija, raconte :

Je m'appelle Dzavit Berisha et je vivais au Kosovo jusqu'aux bombardements de 1999, suite auxquels je me suis réfugié en Macédoine (FYROM).
En 2002, j'ai participé à un programme de « retour volontaire » et j'ai travaillé pour l'armée américaine en qualité d'interprète pendant un an. Au terme de cette année, j'ai été agressé par des Albanais du Kosovo et j'ai dû repartir une nouvelle fois en Macédoine pour demander l'asile.
Un an après, ma requête a été rejetée par la Cour suprême de Macédoine qui m'a laissé trente jours pour quitter le territoire macédonien et rentrer au Kosovo. J'ai informé l'UNHCR de mon problème. Il a alors arrangé un rendez-vous avec M. Blagoje Stojkovski (inspecteur en charge de la section « Asile »). Il a aussi informé M. Stojkovski que ni moi, ni ma femme ne pouvions retourner au Kosovo car nous y serions en danger de mort, que, en outre, l'office de l'UNMIK avait envoyé une lettre au HCR de Skopje attestant de l'impossibilité de notre retour au Kosovo puisque notre commune d'origine Obilic avait été le théâtre, trois mois auparavant, de l'assassinat de trois Serbes par des Albanais.
Un jour, la police macédonienne m'a arrêté alors que je marchais et m'a demandé mes papiers. Comme je n'avais pas de carte d'identité valable puisque je n'avais pas le statut de réfugié, ils m'ont emmené au poste de police, m'ont interrogé et ont convoqué ma femme : après douze heures, ils m'ont déporté au Kosovo. Au Kosovo, j'ai habité chez la famille de ma femme, à Lipijan, pendant deux semaines. Cette maison était pour moi ni plus ni moins qu'une prison. Des Albanais sont venus à deux reprises pour demander à la famille de ma femme où j'étais. Ils leur ont dit qu'ils ne savaient pas où je me trouvais actuellement, ce à quoi les Albanais ont accepter de croire tout en soulignant que s'ils me trouvaient ultérieurement, il y aurait des représailles. Au bout de deux semaines, mon beau-père m'a demandé de quitter sa maison : il ne voulait pas avoir de problème à cause de moi. J'ai alors contacté une de mes amies à […] pour savoir si je pouvais la rejoindre et demander l'asile là-bas. Aujourd'hui, je suis à […] où j'ai retrouvé la liberté. J'espère que tout ira bien maintenant. Voilà mon histoire.

Pour nombre de Rroms et d'Ashkalis, l'heure du retour « volontaire » ne semble donc pas encore avoir sonnée.

« Je suis en prison depuis quatre ans »

Ces 679 personnes ne forment un groupe homogène que dans la mesure où elles ont suivi peu ou prou les mêmes itinéraires depuis la fuite du Kosovo : toutes ne sont pas des Rroms. Beaucoup sont Ashkali : les « Balkano-Égyptiens », dont les Ashkalis, forment un peuple sans territoire compact d'environ 200.000 personnes dans les Balkans, en Albanie, Macédoine, Kosovo, Bulgarie, Turquie – généralement assimilés aux Rroms, par ignorance, indifférence ou malveillance, ils et elles n'en partagent pourtant ni la langue, ni l'histoire, sauf celle, bien souvent, des mêmes discriminations. Certains sont parfaitement albanophones… Le point commun à l'ensemble des membres de ce groupe, c'est l'expérience qu'ils ont faite de l'exil permanent depuis quatre ans. Ils semblent aussi partager le même sentiment, à juste titre, d'injustice et d'arbitraire : certains membres de leurs familles auraient obtenu le statut de réfugiés politiques, qui en Europe occidentale, qui aux États-Unis. Les mandats que certains perçoivent de leurs familles pourraient être à l'origine de la survie de ce groupe abandonné de tous à trente mètres de l'UE.

Depuis 1999, ces Rroms et Ashkalis, réfugié-e-s du Kosovo « sous protection humanitaire temporaire » en Macédoine (la Macédoine n'a accepté de mettre en place un statut de réfugié qu'en... 2003, ceux et celles de Medzitlija n'y sont pas pour rien, voir épilogue), vivaient de camps en camps, jusqu'à leur installation en 2001 sur la décharge de Suto Orizori – mieux connu sous le nom de Sutka, pendant longtemps le plus vaste

Macédoine et Albanie étaient les deux pays limitrophes du Kosovo en 1999, ce qui a fait d'eux, ipso facto, des zones de refuge , voire de repli pour les forces armées de l'UÇK (Armée de Libération du Kosovo). La Macédoine signe même un accord concernant l'accueil des personnes réfugiées en provenance du Kosovo : aux 20.000 qu'elle accepte de recevoir, consciente qu'une arrivée plus massive mettrait en jeu le fragile équilibre social qui prévaut, elle se voit sommée d'en accueillir 300.000, dont au moins 20.000 Rroms. Une telle situation exacerbe les tensions entre Albanais et Slaves en Macédoine. Et faut-il rappeler la politique peu brillante de ce pays, comme des autres d'ailleurs, à l'égard de ses propres ressortissants Rroms (estimés à environ 170.000, soit 8,5% de la population) ? (voir par exemple le rapport de l'European Roma rights center, A pleasant fiction. The human rights situation of Roma in Macedonia, 1998, disponible sur <www.errc.org>)

Épilogue

Suite à ce qui s'est ainsi déroulé à Medzitlija, aux portes (bien fermées) de l'Europe, l'Union européenne a fait pression sur la Macédoine jusqu'à ce qu'elle crée, en octobre 2003, enfin, un statut de réfugié (avec droit au travail, accès aux systèmes de santé et d'éducation, etc.) et qu'elle l'accorde aux Rroms et Ashkalis du Kosovo, pour mieux leur interdire de demander l'asile dans un autre pays (cette fois, la porte est bel et bien condamnée). Un refus de ces conditions d'asile signifie une déportation immédiate vers le Kosovo. Mais les Rroms semblent bien hésitants, par manque d'informations parfois, le plus souvent parce qu'ils ne se voient aucun avenir en Macédoine. Pragmatique, le ministère de l'Intérieur annonce que ceux qui refuseront ces propositions d'asile « seront traités comme des étrangers et renvoyés dans le pays d'où ils viennent. Nos policiers les retrouveront, aujourd'hui, sinon demain ou après-demain. » Les passeurs ont de beaux jours devant eux.

à lire :

Marcel Courthiade, « Les Rroms, Ashkalis et Gorans de Dardanie/Kosovo », Les Annales de l'autre Islam (Paris, INALCO), n°7, 2000, « Kosovo. Six siècles de mémoire croisée », p. 255-280

Jovan Nikolic, Kosovo mon amour, 2000, à paraître

Divers dossiers publiés par l'European Roma rights center (Budapest) : <www.errc.org>, des informations sur <www.romnews.com>, et des articles réguliers dans le Courrier des Balkans : <www.balkans.eu.org>.

une première version de ce texte est parue dans le journal mensuel du Forum civique européen, Archipel, n°109, octobre 2003, sous le titre « Balkans : des réfugiés du Kosovo à Medzitlija », <www.forumcivique.org>

cette p'tite brochure, vendue z'à prix libre, a été commise par titam.tiza, contre toutes les frontières, en novembre 2003 <titam.tiza@no-log.org>

Medzitlija : ces réfugié-e-s dont personne ne veut

Rroms et Ashkalis du Kosovo aux portes de l'Europe-forteresse

Du 19 mai au 9 août 2003, 679 personnes ayant fui le Kosovo, dont une centaine d'enfants, ont campé à quelques dizaines de mètres d'un des postes-frontières macédonien donnant accès à la Grèce et partant à l'Union européenne (UE).

Paysage. Au beau milieu de champs de maïs, coincées entre les voies d'accès aux douanes macédoniennes, une centaine de « tentes » ont été bricolées : quelques branches servent d'armature aux toiles estampillées « HCR », aux bâches et autres tapis de récupération. Sous le soleil estival du sud des Balkans, ces tentes se transforment chaque après-midi en véritables fournaises : il n'est pas rare d'y relever des températures avoisinant les 70°. Un unique point d'eau non potable. L'ombre que dessine une poignée d'arbres à 200 mètres de là est un abri prisé. C'est l'unique lieu où l'on peut échapper un tant soit peu à la canicule.

La Croix-Rouge locale fournit par jour et par personne un pain et un litre d'eau. Avec une permanence « soins » hebdomadaire, c'est la seule présence humanitaire depuis que l'UNHCR (Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies) a cessé toute négociation avec le groupe.